

Paris, le 17 juin 2013

Note à l'attention de Mme la présidente

Objet : Compte-rendu de la rencontre avec M. Bill Gates, président de la Fondation Bill et Melinda Gates, le lundi 10 juin.

Présents : Mmes Elisabeth Guigou, Nicole Ameline, MM. Avi Assouly, Hervé Gaymard, Paul Giacobbi, Axel Poniatowski, André Schneider.

Mme Elisabeth Guigou, présidente. Monsieur le Président, la fondation que vous avez créée avec votre épouse il y a une quinzaine d'années est devenue l'un des acteurs majeurs de l'aide au développement. Je ne donnerai que quelques chiffres : disposant d'un capital de quelque 70 milliards de dollars, la fondation peut décaisser chaque année 4 milliards de dollars, soit exactement le double de celui de l'OMS. A titre de comparaison, je rappelle que le montant du budget de l'aide française au développement au titre de la loi de finances de 2013 est de 3,1 milliards d'euros, étant entendu que notre effort global est de près de 10 milliards, toutes modalités confondues. J'ai cité l'OMS car la santé est l'un des principaux secteurs dans lesquels vous intervenez massivement, puisque, entre autres, le tiers des dépenses mondiales aujourd'hui consacrées à la recherche et au développement d'un vaccin contre le VIH-Sida proviennent de votre fondation.

Ces données suffisent à illustrer le poids considérable que joue aujourd'hui la fondation dans les secteurs dans lesquelles elle consacre ses efforts, étant entendu qu'elle intervient dans une centaine de pays.

Pour introduire notre échange, peut-être pourriez-vous nous présenter en premier lieu la vision qui est la vôtre de l'aide au développement, en regard des enjeux actuels et de leur évolution à deux ans de l'échéance de 2015 et des décisions que la communauté internationale doit prendre pour se donner de nouveaux objectifs.

Parmi les premières questions que nous pouvons vous poser, je voudrais personnellement connaître votre analyse concernant l'architecture de l'aide : nous sommes à une étape où la philanthropie privée s'est hissée à la hauteur des acteurs publics, Etats ou organisations internationales, et les défis du développement sont considérables. De quelle manière coordonner cette multitude d'intervenants dont les stratégies ne sont pas forcément convergentes, alors que la question de l'efficacité de l'aide est aujourd'hui au cœur des débats dans un contexte de contrainte budgétaire aiguë ? Cette question de l'efficacité est d'autant plus importante que des exemples comme le Mali posent des questions : ce pays, qui recevait plus d'un milliard de dollars par an est resté l'un des plus pauvres et traverse la crise que l'on connaît. Par ailleurs, la France et la fondation Gates ont engagé un dialogue de haut niveau : un partenariat a été conclu il y a quelques années, et depuis longtemps vous rencontrez régulièrement les autorités françaises, y compris le

Président de la République, comme en octobre dernier. Quel bilan tirez-vous de cette relation et de ce partenariat ? Quelles sont les perspectives pour l'avenir et comment souhaiteriez-vous voir ce partenariat évoluer ? Enfin, quel regard portez-vous sur les initiatives notamment portées par la France, en matière de financements innovants du développement, et aujourd'hui de taxe sur les transactions financières, que la France essaie de promouvoir au niveau européen après l'avoir instituée ?

M. Bill Gates. La France est très généreuse dans beaucoup de domaines en matière d'APD. Elle donne beaucoup plus que la fondation et c'est un partenaire majeur. Le taux de 0,7 % d'APD est un rêve pour de nombreux pays et sans la crise, on en serait évidemment plus proche. Je tiens à souligner la générosité de la France et à insister sur le fait que nous travaillons tous à plus d'efficacité de l'aide.

La fondation a pour priorités premières l'agriculture et la santé et l'essentiel de notre aide porte sur ces secteurs. C'est un choix personnel, car nous croyons que ce sont sur ceux-ci que nous pouvons avoir le plus d'impact : une famille en bonne santé, c'est aussi moins d'enfants et par conséquent, une démographie maîtrisée, en d'autres termes, c'est positif et cela contribue à la réduction de la pauvreté. La fondation existe depuis une quinzaine d'année. Je m'y suis tout d'abord consacré à mi-temps, mais depuis 5 ans, j'y travaille à temps plein. J'ai l'occasion de me rendre très souvent sur le terrain, et je vois concrètement ce qui marche et ce qui ne marche pas. Une part importante de notre travail porte sur la mise en place d'actions multilatérales. GAVI Alliance, en matière de vaccination a obtenu des résultats remarquables et présente un bilan étonnant : 5 millions de vies ont d'ores et déjà été sauvées. La France soutient GAVI Alliance par une contribution importante, véhiculée pour cet objectif via l'IFFim. GAVI Alliance travaille avec une grande intelligence dans l'approche des problématiques sur lesquelles elle intervient en collaboration étroite avec ses partenaires pour faire baisser le prix d'achat des vaccins, avec l'objectif de les rendre accessibles à tous les enfants du monde. En dix ans, le nombre de décès prématurés d'enfants est passé de 11 à 7 millions. GAVI Alliance a joué un grand rôle dans ce progrès.

Un autre acteur important pour moi est le Fonds mondial Sida, au soutien duquel la France contribue de manière également très importante. De son côté, la fondation est le premier partenaire privé du Fonds mondial, avec quelque 50 % de l'apport de la France. Il y a eu récemment des interrogations quant à la gestion du Fonds, un regard critique y a été porté, qui a conclu au bien-fondé de l'action menée pour permettre l'accès aux traitements des trois pathologies qui sont visées, Sida, tuberculose et paludisme. La fondation a renouvelé sa confiance au Fonds. Il y a aujourd'hui une nouvelle administration, de nouvelles procédures pour garantir l'efficacité des financements. La fondation lui apporte 150 millions de dollars par an parce qu'elle est convaincue du bien-fondé.

Si la conjoncture budgétaire était meilleure, les contributions pourraient augmenter et dans l'idéal il faudrait 15 milliards de dollars sur les trois ans à venir ; sur la dernière période, 10,8 milliards ont été engagés, et de façon réaliste, on peut en espérer 13 pour la prochaine période. Cela suppose entre autres que la France continue de s'engager à une hauteur équivalente à sa dernière contribution ; il faudra en discuter si cela est sujet à questionnement.

En ce qui concerne la polio, l'objectif est de l'éradiquer d'ici à trois et qu'il n'y ait pas de résurgence d'ici à dix ans. En d'autres termes, de réussir à faire ce que l'on a fait

pour la variole. Aujourd'hui, il y a moins de 300 cas annuels et limités dans trois pays : le Pakistan, le Nigeria et l'Afghanistan.

La fondation travaille aussi à l'amélioration des systèmes de santé de base, pour l'amélioration des soins et l'expertise. La France est aussi concernée par ces sujets, son action porte sur la santé des femmes, les systèmes de santé, etc. Beaucoup de pays africains sont encore déficients sur ces questions. Le Ghana a fait des progrès remarquables en matière de santé primaire, c'est un exemple très prometteur dans ce domaine. Cela étant, de nombreuses différences existent aussi au sein des pays, comme au Nigeria par exemple où la situation est très acceptable au sud mais absolument catastrophique au nord. La France a fait de grands efforts en matière de polio et ce qu'elle fait aussi avec la taxe sur les billets d'avion et la taxe sur les transactions financières est incroyable.

Les ressources innovantes sont très positives et je suis très partisan de la taxe sur les billets d'avion, comme je l'avais indiqué dans le rapport que le G20 m'avait demandé. En ce qui concerne la taxe sur les transactions financières, il est important de bien la concevoir pour qu'il n'y ait pas de contournement ; comme l'a fait le Royaume-Uni, par exemple, même s'il s'exprime aujourd'hui contre. C'est l'honneur de la France que d'avoir pris le leadership sur cette question. Ensuite, quant à savoir quels sont les chiffres et ce qui est affecté à l'APD, c'est une question politique, mais de notre côté, nous appuyons cette initiative.

Je suis convaincu que lorsque la croissance économique aura repris, on ira vers le taux de 0,7 % ; C'est un objectif à maintenir. Le Royaume-Uni le fait d'ores et déjà cette année ; c'est possible, même si cela prend du temps. Les Etats-Unis sont à 0,2 % seulement, c'est la moitié de l'effort de la France. Les contraintes budgétaires pèsent, mais, même si ce n'est pas d'une manière très claire, il faut saluer le fait que Barak Obama se soit engagé sur 5 milliards de dollars sur trois ans.

M. Axel Poniatowski. Je suis impressionné par votre parcours, tout à fait remarquable et votre réussite, professionnelle tout d'abord, puis dans l'humanitaire et l'aide au développement. Votre fondation intervient aujourd'hui au niveau d'un Etat et elle est devenue un acteur majeur. Cela étant, on voit que, quel que soit le niveau de l'aide que reçoivent les pays pauvres de la part des pays développés, des fondations privées ou des ONG, cela reste insuffisant. Deux problèmes sont identifiés et très difficiles à résoudre. En premier lieu, la question des Etats défaillants, en Afrique, en Afghanistan ou d'autres encore ; si les fonctions régaliennes ne sont pas assurées, on ne voit pas comment les ONG ou les partenaires extérieurs pourraient pallier l'inexistence des Etats. Le deuxième problème porte sur la démographie de certains pays africains et notamment du Niger : il comptait 3 millions d'habitants à l'indépendance, 15 aujourd'hui et il en aura 50 millions en 2050 ! C'est évidemment un pays qui n'est pas viable et il n'est pas le seul dans la région. Que faire de ces Etats défaillants, d'ores et déjà surpeuplés et à la croissance démographique toujours galopante. Il ne suffit pas d'aider éternellement sans contrôle croissant et je crois qu'une fondation comme la vôtre pourrait avoir un rôle à jouer sur la question des programmes de planning familial, de contrôle des naissances : nous sommes dans des situations dans lesquelles les conditions actuelles ne permettent pas de faire vivre les populations.

Sur UNITAID, il y a un partenariat avec la fondation Clinton et l'on est dans une situation où la France récolte la majeure partie des fonds, essaie de convaincre ses partenaires d'augmenter leur participation et en même temps, on en retire l'impression que

ce sont surtout les fondations qui en sont les principales bénéficiaires en terme de visibilité. Je crois que c'est un sujet sur lequel il y a matière à travailler.

M. Bill Gates. La question démographique est un sujet d'intérêt majeur pour la fondation. Au début, nous nous occupions de santé reproductive et de contrôle des naissances. Le contrôle de la population est un enjeu fondamental. Cela étant, ce que nous constatons c'est que, à mesure que la santé de la population dans un pays s'améliore, la croissance démographique diminue ; les deux sont étroitement liées. Dans un pays comme le Niger, très pauvre, qui a le taux de croissance démographique mondial le plus haut, avec plus de 7 enfants en moyenne par femme, les parents veulent s'assurer qu'un certain nombre d'enfants arriveront à l'âge adulte. Si l'on améliore les conditions de santé, cela va changer. Dans le sud de l'Inde, aujourd'hui, le taux de remplacement de la population n'est pas atteint. En revanche, dans les Etats du nord de l'Inde, le taux est très élevé, de plus de 3 %. C'est la même chose au Nigeria où l'on retrouve les mêmes différences entre le sud, où les familles ont trois enfants en moyenne et le nord, bien plus pauvre. Il faut rendre disponible les outils de contrôle des naissances, notamment les stérilets. Une initiative très importante a été faite par la fondation ; un sommet s'est tenu à Londres en juillet 2012 sur cette question et un travail très concret est mené ; les coûts des stérilets doivent baisser, l'éducation des filles doit être améliorée, les vaccins doivent être mieux diffusés et l'ensemble de ces actions contribuera à l'amélioration de la santé des populations. Nous devons mesurer notre progrès sur ces questions.

En ce qui concerne les Etats faibles, je suis d'accord avec vous à la réserve près qu'il y en a de moins en moins. Beaucoup d'Etats ont en effet des institutions bien plus solides qu'auparavant. C'est le cas de l'Amérique latine où le tableau est aujourd'hui bien plus positif qu'autrefois. L'Indonésie, le Vietnam sont dans cette situation et ont besoin de moins d'aide extérieure qu'avant. Cela permet de se concentrer sur les pays qui en ont encore réellement besoin, comme le Yémen, le Mali ou d'autres, dans lesquels il faut essayer de répliquer ce qui a bien marché ailleurs. D'ici 10 à 15 ans, un pays comme l'Inde sera libéré de l'aide. Si vous regardez un pays comme la Somalie, malgré la situation générale, le Somaliland, qui représente un tiers de la population, est pour sa part très bien géré, même si ce n'est qu'une des régions du pays. L'aide sera toujours nécessaire pour différents pays, mais l'évolution est positive.

Quant à UNITAID, il est malheureux que la France ne retire pas plus de remerciements de son effort. L'APD a longtemps récompensé les amitiés stratégiques, mais elle ne fonctionne pas si elle est distribuée dans cette optique. Elle est aujourd'hui répartie de façon plus équitable et équilibrée que dans le passé et il est dommage que ce soit nous-mêmes qui en récoltions plus les louanges que les Etats donateurs, mais nous pouvons sans doute y remédier.

M. André Schneider. Vous êtes un impatient optimiste. Vous avez l'essentiel de votre action sur la santé, l'alimentation. Au-delà de l'aide matérielle que vous apportez sur ces sujets, intervenez-vous aussi en matière d'éducation, de culture, de formation ?

M. Bill Gates. Je pense personnellement que la santé doit être la priorité numéro 1 : un enfant mal nourri ne pourra pas tirer les bénéfices de l'éducation qu'il recevra, compte tenu des dommages que la malnutrition aura causés sur son cerveau. En Afrique, le tiers des enfants ont des problèmes de ce type faute d'avoir été bien nourris dans les premiers âges de leur vie. Il faut encourager l'éducation des femmes sur cet aspect. Cela étant, lorsqu'on dépasse la question sanitaire, l'éducation et l'agriculture sont évidemment

des questions prioritaires. 70 % des agriculteurs sont pauvres et il faut travailler à cette question. Des progrès ont été réalisés en Afrique en matière d'éducation mais reste celui de la gestion des personnels, de la formation des enseignants, de leur motivation. Beaucoup reste à faire. Dans ce domaine, les pays d'Asie ont eu de bons résultats, comme la Chine, le Vietnam ou l'Indonésie. A ce sujet, les nouvelles technologies, le *e-learning*, offrent des perspectives encourageantes. L'école de santé d'Harvard travaille de cette manière et montre qu'il y a des possibilités d'améliorer la diffusion des connaissances ; il y a encore de la marge.

M. Paul Giacobbi. Je vous remercie pour votre action en Inde où il y a effectivement deux vitesses : celle de l'Inde innovatrice et riche, et celle de l'Inde, terriblement pauvre encore, sans eau ni électricité. Ma question porte sur la méthode. Il y a deux approches possibles : l'une sur l'amélioration des conditions de vie des pauvres, l'autre, par la base, par l'éducation, pour changer les comportements, et par la technologie pour améliorer les outils. La fondation travaille-t-elle dans ces deux voies ?

M. Bill Gates. C'est exactement le cas, les deux approches sont essentielles. Il faut en effet s'assurer de la baisse du coût des intrants, de la mise à disposition d'outils. En Afrique, par exemple, un thermos fonctionnant sans énergie et permettant de conserver au frais les vaccins est irremplaçable. Pour une agriculture durable, il faut des outils mécanisés et des exploitations plus grandes et intensives. Il faut donc trouver le juste équilibre entre l'invention des outils et l'amélioration des pratiques, qui est essentielle. A cet égard, les femmes ont un rôle crucial dans les villages et il faut travailler directement avec elles sans passer par le filtre des hommes. C'est ainsi en Afrique, en Inde. La question des mutilations génitales est un problème sur lequel des groupes de femmes se constituent qui réussissent à introduire des changements d'une génération à l'autre. En d'autres termes, les pratiques peuvent évoluer sur le terrain, mais c'est le défi le plus difficile.

M. Avi Assouly. Je recrois au Père Noël à vous écouter. Ma question porte sur l'indépendance et l'efficacité politique des grandes fondations, qui dans leur action n'ont pas à se soucier de la conquête des opinions. Quelle est votre position sur l'équilibre entre initiative publique et privée. Par ailleurs, que pensez-vous de la baisse de la participation à l'APD due à la crise ?

M. Bill Gates. Si l'on regarde l'aide donnée aux plus pauvres, le total des apports des pays membres du CAD de l'OCDE est aujourd'hui de 130 milliards de dollars par an. Les fondations, au sens large, apportent moins de 10 % de ce total. En d'autres termes, c'est significatif, et la philanthropie privée a des capacités à impliquer le secteur privé, qui est sans doute plus agile à pointer du doigt ce qui ne va pas dans la mise en œuvre. Cela étant, les gouvernements s'impliquent aussi : l'Union africaine a désormais une norme aux termes de laquelle 10 % des budgets des Etats membres doivent être consacrés à l'agriculture et 15 % à la santé. Cela prend du temps, il y a des plans stratégiques à soutenir, mais j'ai bon espoir qu'on réussira.

Parmi les choses possibles pour la fondation : parler de l'efficacité de l'APD. La fondation voit l'impact concret sur le terrain des moyens mis en œuvre. Certes, il y a eu des problèmes au sein du Fonds mondial Sida, mais il y a malgré tout un effet extrêmement positif de son action. On peut donc jouer un rôle très positif. Nous sommes parfois critiqués sur la communication quant aux enjeux. Notre fondation a donné à l'OMS pour que des changements soient introduits dans la gestion de l'organisation. Cela n'aurait pas été possible sans nous mais dans la mesure où nous sommes convaincus de l'expertise

unique de l'OMS, nous nous devons d'aider à sa réforme pour améliorer son efficacité. Nous avons donc un rôle singulier pour appuyer ce qui fonctionne. Je suis optimiste. La santé des enfants s'améliore et je n'ai pas de doute sur ce qui va arriver, même si c'est complexe.

M. Hervé Gaymard. L'agriculture est un sujet majeur pour les pays en développement. Quelles actions sont faites par la fondation ? Par ailleurs, le cycle de Doha a échoué. Quel jugement portez-vous sur les questions liées au commerce international, sujet majeur de mon point de vue, à côté des aides budgétaires qu'on peut apporter ?

M. Bill Gates. L'agriculture est un domaine passionnant et c'est dans ce secteur que les résultats de l'aide sont les plus positifs, les plus enthousiasmants. Nous y consacrons 400 millions de dollars par an. De multiples enjeux sont en présence. Sur les écosystèmes, les questions d'irrigation, les semences, etc. des moyens conventionnels peuvent être mis en œuvre, et les OGM prouvent également leur utilité s'ils sont bien gérés, sans que cela signifie qu'ils doivent être utilisés dans les pays riches. Le tiers des fonds que la fondation consacre à l'agriculture va à la recherche et les 2/3 sont dépensés pour des actions de terrain. En Ethiopie, cela a pris du temps, mais nous avons un partenariat qui marche aujourd'hui ; au Nigeria, nous contribuons au financement de la révolution verte et cela est une question cruciale pour le nord du pays où l'augmentation des revenus des agriculteurs est une question très importante. Un travail très utile est fait par exemple sur les variétés de riz. Au Sahel également, la fondation, en partenariat avec la BAD pourraient travailler sur de nouvelles semences et sur la formation des agriculteurs sur la question des fertilisants par exemple. Quand les gouvernements sont faibles, les coopérations au niveau étatique fonctionnent mal et il est important de pouvoir réussir à aller vers les pauvres.

Je ne sais pas si j'ai beaucoup d'informations à donner sur ce qui s'est passé à Doha. L'Afrique aurait pu bénéficier de meilleurs prix agricoles. Je crois au libre-échange mais, honnêtement, je ne sais pas qui a été déraisonnable à Doha.

Mme Nicole Ameline. C'est un grand privilège de vous accueillir ici et de pouvoir vous dire notre considération pour votre parcours et votre contribution à la condition des femmes et des enfants. Le non-achèvement des OMD est lié à la question de l'égalité des hommes et des femmes qui est une des conditions du changement. Votre fondation travaille sur la santé et l'agriculture mais le caractère durable des améliorations dans ces secteurs dépend du progrès de la condition des femmes, de leurs droits, de la question de l'héritage, etc. peut-être faut-il aujourd'hui substituer l'approche initiale fondée sur les droits fondamentaux et lier la question du droit des femmes au développement. Seriez-vous prêt à reconsidérer l'action de la fondation et à engager un dialogue avec le CEDAW que je préside, et à soutenir la question des droits des femmes ? par ailleurs, je suis d'accord avec vous sur les questions de santé et d'éducation, mais il faudra longtemps avant de voir un impact concret.

M. Bill Gates. Je suis d'accord avec vous : les femmes souffrent de manière disproportionnée ; elles s'occupent des enfants, du manque de nourriture, les questions de santé reproductive se posent, de vaccins, leur travail, notamment dans les champs, est considérable. Des progrès se font peu à peu. Au Kenya, il y a un programme, MPSA, qui permet l'envoi d'argent aux familles, et il y a une volonté pour que les femmes aient leurs comptes en banque. Nous soutenons le travail juridique sur ces questions très importantes. Il y a eu des progrès très importants aussi en Chine, au Rwanda, qui est excellent sur ces

questions et compte beaucoup de femmes dans son gouvernement, au point que c'est un pays conduit par les femmes. La Malawi est aussi remarquable. De plus en plus de femmes occupent des postes de responsabilités en Afrique, comme Mme Zuma à la tête de l'Union africaine. Cela étant, l'Afrique reste bien sûr en retard sur ces problématiques et les groupes de femmes sont des canaux à utiliser pour motoriser le progrès. En Inde, quand on a voulu aider les gouvernements à défendre les droits, des comités ont été créés pour qu'elles parlent et des progrès en matière de droits, de gestion et d'avantages ont été enregistrés. La baisse du sida en est un autre exemple. On a prouvé que la communauté féminine pouvait s'organiser efficacement.

Mme Elisabeth Guigou, présidente. Merci beaucoup pour cette rencontre. Vous avez vu l'admiration que votre action suscite ; vous ne vous consacrez pas seulement au développement avec votre argent, mais vous travaillez aussi avec les gouvernements en mettant l'accent sur des domaines essentiels et en permettant aux acteurs de base de prendre en charge leur destin. Il faut renforcer les synergies en matière d'APD et continuer à aiguillonner les gouvernements ; je crois à une action conjugée en ce sens. Je vous remercie.